

Mouvement Communiste

Lettre numéro 17
2005

mars

COMMENT ET POURQUOI LUTTER CONTRE LES LICENCIEMENTS ?

PRESENTATION

La question de savoir que faire face aux licenciements et aux fermetures d'entreprises revient régulièrement à l'ordre du jour des préoccupations des camarades. Comment s'en étonner ?

Non pas que les délocalisations soient particulièrement plus nombreuses qu'elles ne l'étaient à d'autres périodes du passé. Seuls ceux qui ne veulent n'avoir qu'une mémoire à l'échelle d'une seule génération peuvent penser de la sorte car il en a toujours été ainsi dans différents secteurs industriels, et pas seulement lors des cinq ou dix dernières années. De l'industrie textile aux mines de fer puis de charbon, de l'industrie de la chaussure à la sidérurgie... C'est en permanence que le capital réorganise sa production, ferme ici et transfère là, abandonne des technologies devenues obsolètes pour s'engouffrer vers de nouveaux débouchés qui, à leur tour, se retrouveront plus tard dépassés....

C'est la nature même du capitalisme, son principal moyen d'assurer sa survie à travers ses cycles de développement. Il n'y a pas de miracle. Tant que le capitalisme dominera, il en sera ainsi. Oui, mais cela étant, des dizaines de milliers de travailleurs, des centaines de milliers à certains moments, sont confrontés aux problèmes de fermeture ou de déplacement de leur lieu d'exploitation ; et à chaque fois, les mêmes questionnements se font jour : que faire pour se défendre ?

Parce que même les prolétaires les plus conscients de l'intrinsèque lien entre le capital et les fermetures d'entreprises, sont bien obligés de défendre leur peau quand les décisions patronales leur tombent sur le dos. C'est la société capitaliste qui est la cause, mais en attendant qu'on l'abatte, il faut bien défendre ses moyens de subsistance aujourd'hui. On ne peut se contenter d'abstractions générales fussent-elles parfaitement justes, il faut survivre. Et l'annonce aux prolétaires de la fermeture de l'entreprise où ils travaillaient, qu'elle qu'en soit la cause, est toujours ressentie comme un coup dur, voire comme une catastrophe !

POURQUOI LUTTER ?

Mais là commence pour les travailleurs le vrai problème, ce n'est pas la fin, c'est le début ! Souvent les salariés sont effondrés par l'annonce des fermetures d'entreprises. A de multiples reprises, on a vu ces dernières années des hommes et des femmes de notre classe pleurer au sens propre devant les caméras de télévisions qui, bien sur, se régalaient du spectacle de prolétaires désespérés. C'est le pire de ce qui peut nous arriver : pas les fermetures d'entreprises, mais des prolétaires qui sombrent dans le désespoir. Dans ce cas, il n'y a hélas pas grand chose à faire. Comme toujours, si les prolétaires ne relèvent pas la tête, ils s'enfoncent. Mais il y a bien d'autres situations également dans lesquelles nos frères et nos sœurs de classe veulent chercher la solution pour se tirer de la mauvaise passe dans laquelle ils se trouvent. Et dans ce type de situation, les ouvriers conscients¹ ne doivent pas se tromper d'objectif.

On ne viendra pas à bout des fermetures d'entreprises et des licenciements sans abattre

¹Des intérêts de leur classe, bien sur !

le mode de production capitaliste, évidemment ! Mais lorsque les travailleurs confrontés à ce genre de situation veulent prendre le mors aux dents, ce serait une grave erreur que de se contenter de rabâcher qu'il n'y a pas de solution dans le cadre de la société capitaliste. Parce que là, les prolétaires concernés n'en sont pas à se battre pour tuer le système d'exploitation, mais pour sauver leur peau. Et ils ont raison. Si le combat des prolétaires s'engage résolument, contre la fermeture de l'entreprise, les communistes que nous sommes sont résolument à leur côté, et sans réserve. Mais également sans démagogie.

Il ne s'agit pas de pleurnicher comme les syndicalistes gauchistes² de toutes obédiences sur « *les capacités de notre entreprise qui est en parfait état pour produire* » ou « *notre savoir-faire qui sera perdu* » ou autres balivernes qu'on entend hélas bien trop souvent. La première force de la classe ouvrière, c'est sa conscience collective. En premier lieu, la compréhension qu'à partir du moment où le patron, dans sa recherche permanente de gains de productivité, a fait le choix de sacrifier tel ou tel secteur de production, tel site de fabrication, cela signifie qu'il n'en a absolument rien à faire de « *notre compétence* » ou de ce que le site qu'il choisit de fermer est en parfait état ; il s'en fout éperdument. Il a fait ses comptes, et pris ses décisions. Notre savoir-faire, nos compétences, nos efforts passés, il s'assoit dessus. La compétence des travailleurs, le savoir-faire, le parfait état des installations, ou pire, le berceau historique de l'entreprise, tout cela, le patron nous le dit par ses actes, cela ne compte pas dans la prise de décision. Et pour être capables de se défendre efficacement après le coup asséné par la décision de fermeture, il nous faut bien assimiler les raisons du capital, non pour les admettre mais pour pouvoir mieux combattre ses conséquences concrètes.

Ailleurs aussi, là où le patron veut transférer sa production, il y a de la compétence, il y a du savoir-faire, il y a des installations qui sont ou qui seront au top des innovations technologiques. Croire que l'on est irremplaçable ici parce que nous sommes les meilleurs, c'est une vanité stupide qui ne peut que nous conduire à l'impasse car c'est accepter de jouer le jeu de la concurrence entre travailleurs dans lequel le patron veut nous enfermer. Ceux qui s'engagent dans cette voie, vouloir prouver qu'on est les meilleurs, qu'on est meilleur que les autres, que « *notre entreprise* » est la plus performante..., sont battus d'avance. Nous avons déjà pu le constater des centaines de fois.

Non, dans le cas où les travailleurs prendraient un coup de sang contre la fermeture, ce ne sont pas ces arguments là qu'il faut mettre en avant ; ils nous condamnent par avance. Par contre, les travailleurs conscients se doivent de défendre des arguments à la fois justes et parfaitement convaincants.

« Messieurs les patrons, nous avons, nous travailleurs, fait le boulot que vous nous commandiez. C'est vous qui dirigez l'entreprise, c'est vous qui dirigez le monde. Vous avez le pouvoir et l'Etat est à votre service. Et maintenant, avec des arguments plus ou moins fallacieux dont nous ne discuterons même pas, vous voulez nous condamner à la misère ? Vous, Messieurs, vous allez vous reconvertir. Vous allez continuer à faire croître vos capitaux sur l'exploitation d'autres travailleurs ailleurs. Mais nous, que vous avez exploité depuis tant d'années, nous n'avons aucune possibilité de vivre autrement que par notre salaire. Le jour viendra, quand nous aurons démoli votre système, d'en être autrement. Mais, pour le moment, nous n'avons que notre paye. C'est vous qui vous êtes appropriés les fruits de notre travail mais nous, nous n'avons pas de réserves. Et il faudrait qu'on accepte les licenciements que vous nous présentez comme absolument nécessaires et inéluctables ? Nécessaires pour quoi et pour qui ? Pour vos capitaux, mais sûrement pas pour notre vie à nous, les travailleurs. Alors nous allons vous imposer de continuer à nous payer et cela même si vous décidez que nous n'avons plus de fonction. C'est vous qui avez pris la décision, pas nous ; et donc nous n'avons pas à subir les conséquences de vos décisions. Que l'on ait un

2 Il n'y a pas qu'eux comme pleureuses mais ils en sont l'exemple le plus significatif.

travail ou que vous l'ayez supprimé, nous exigeons notre paye un point c'est tout. Jusqu'à quand ? C'est tout simple, jusqu'à la retraite. Et cela, on va vous l'imposer comme vous nous avez imposé un travail avant de le retirer. » C'est sur les bases politiques de ce raisonnement qu'il faut bâtir la défense, pas sur celles de l'économie et de l'entreprise.

Evidemment, cela n'a de sens que si les travailleurs ont vraiment la volonté de se défendre. Tout est là.. Parce que ce genre de position, pour ne pas être que de la fanfaronnade propagandiste, nécessite la lutte consciente et décidée des prolétaires. Il y a en effet un lien intrinsèque : pas de discours juste sans la lutte de classes, mais pas de lutte de classe sérieuse sans objectifs justes et clairs. A priori, les travailleurs ne sont pas convaincus qu'ils pourront imposer d'être payés sans travailler ; parce que toute leur vie, la morale, l'éducation, le mode de vie, leur enseigne l'inverse : *« il faut bien travailler consciencieusement pour progresser dans la vie et être respectables. »*

Mais le monde qui les entoure est peuplé de gens qui, comme les rentiers, par exemple, ne travaillent pas. Et personne ne se choque de cela.

Pourquoi faudrait-il admettre que lorsque le patron décide que tel secteur ouvrier ne lui sert plus, les prolétaires ne soient plus payés ? En mettant en avant la nécessité de la paye, y compris lorsqu'il n'y a plus de travail, on ne fait finalement que mettre en avant nos besoins de survie dans la société dans laquelle on vit. Les prolétaires doivent au moins avoir la volonté de l'imposer.

Non responsables des calamités de la société capitaliste, ils n'ont pas à admettre comme obligatoire d'en subir les conséquences. Evidemment, cette franchise du verbe qui est la seule juste face aux fermetures d'entreprises, si les travailleurs veulent vraiment se défendre, doit s'accompagner d'une autre vérité, pas facile à entendre. Il faut avoir l'honnêteté de dire à nos camarades de classe que cet objectif nécessite la lutte prolétarienne à un haut niveau. Nous n'imposerons pas d'être payés, y compris en ne travaillant plus, par des pétitions, des marches résignées dans les rues ou des larmoiements syndicaux mais par la bagarre déterminée pour faire trembler les patrons. Et mieux si possible, marcher au renversement du système d'exploitation.

QUELQUES EXEMPLES

Dans les exemples qui vont suivre, on va voir cité, comme acteurs des luttes, « les syndicats ». Loin de nous l'idée de penser que les syndicats pourraient être, de nouveau, des organes de lutte créés et animés par les ouvriers³. Mais compte tenu du type de luttes, il est arrivé que des militants syndicaux d'une entreprise (y compris les délégués syndicaux) participent, voir même lancent la lutte contre les licenciements en défendant l'idée et la pratique de vendre sa peau au plus cher, au grand dam de ceux qui pensent que le syndicalisme, c'est « tout noir » ou « tout blanc » sans voir l'infinité de gris qui se multiplie lors d'une lutte.

Rien ne sert de se voiler la face, en France, quelle que soit la volonté de lutte des ouvriers (et quelle que soit la nature de la lutte offensive ou défensive), il n'y a pas eu d'exemples (hors la grève Renault d'avril-mai 1947 ou quelques entreprises en mai-juin 1968 et d'une durée limitée) de création de regroupements ouvriers faisant autre chose que du syndicalisme « honnête », de base, et se transformant en comités politiques capables de penser la lutte avant, pendant et après comme dépassement de l'horizon du capital et mise en pratique de la nécessité de la révolution. Et dans cette situation, les militants « révolutionnaires », en refusant de mettre en avant cette perspective, et en se cantonnant à la fausse alternative syndicat de base ou conseils (ou parti suivant leur idéologie), ont une part de responsabilité importante.

Revenons aux exemples, certes peu nombreux, lors des trente ou quarante dernières

³ Voir lettre de MC n°11 « Syndicats et lutte politique ».

années, où les travailleurs se sont engagés résolument sur la voie de la lutte contre les licenciements. De mémoire, on peut cependant citer Rateau à La Courneuve, près de Paris. Les patrons qui dans les années de l'après 68 avaient annoncé qu'ils voulaient fermer cette boîte ont reculé face à la menace réelle d'un conflit qui aurait secoué toute la Seine Saint-Denis. Rappelons qu'à l'époque, dans ce département, comme dans toute la ceinture autour de Paris, il y avait une formidable concentration d'usines. La menace de la CGT-PCF de riposter à une éventuelle fermeture de Rateau par un conflit sur toute la région a fait reculer les patrons qui savaient que l'appareil stalinien disposait, en ces temps-là, des moyens de sa politique. Rateau n'a pas fermé. Les patrons s'y sont pris autrement en mettant plusieurs dizaines d'années pour supprimer graduellement les effectifs et la production. Jusqu'à l'an dernier, car il y a encore un bout d'activité à Rateau (devenu Alstom) de La Courneuve. Au final, les patrons ont atteint leur objectif. Mais cela, tant que survit le capitalisme, c'est inévitable⁴.

Autre exemple de bagarre ouvrière de ce type, celui de La Chapelle Darblay, papeterie normande que les patrons avaient décidée de fermer dans les années 1980. Pendant des mois, les ouvriers et le syndicat CGT ont mené une guérilla pas possible : routes barrées, manifs de masse, bagarres avec la police.... Cela a duré deux ans sans s'arrêter. L'entreprise était technologiquement obsolète mais les prolétaires n'acceptaient pas d'être virés. C'est l'Etat français qui a finalement décidé qu'il fallait arrêter les frais. Pour préserver 1 000 emplois, il y a eu un milliard, de francs de l'époque, d'investissements. Un million de franc, par emploi préservé. Il y a quand même eu des suppressions de postes, des départs en préretraite et des départs négociés. Mais une bonne partie des travailleurs a gardé sa place.

Et aujourd'hui encore, après bien des restructurations, rachats, etc., l'entreprise compte encore environ 500 travailleurs et produit le tiers du papier journal fabrique en France. Là encore, tant que la société capitaliste fonctionne, à plus ou moins long terme, les prolétaires n'empêcheront pas la recherche de gains de productivité.

Les travailleurs ne sont pas forcément battus quand les patrons décident de fermer telle ou telle entreprise. Il faut être bien conscient que c'est difficile, que l'issue est incertaine, qu'on ne fera pas l'économie de la bagarre, mais, finalement, pour l'ouvrier est-ce qu'on est prêt à mettre autant d'énergie pour défendre nos moyens d'existence que celle qu'on met à longueur d'année (et même de dizaines d'années) au service des patrons dans le processus d'exploitation ? C'est d'abord et avant tout à cette question qu'il faut répondre. Et si on est prêt à y répondre par l'affirmative, alors, il y a toujours une perspective.

Cependant, bien souvent, même en colère noire contre les patrons, les prolétaires estiment que l'issue de l'affrontement pour sauver des emplois est bouchée. Pour autant, il ne faut pas baisser les bras. Parce que virés pour virés, on peut vendre plus ou moins chèrement sa peau de prolétaire. A partir de ce moment-là on n'a plus rien à perdre.

Il faut partir du principe réel que la société est riche et que les patrons ont du fric. D'ailleurs la rentabilité des entreprises comme ils disent ne cesse de progresser en dépit d'anicroches cycliques même sévères. Et si ce n'était pas le cas, en tant qu'ouvriers, ce ne serait toujours pas notre problème. Que ce soit le patron, l'Etat ou sa belle-sœur qui paye, nous, on veut du fric pour pouvoir vivre. Il s'agit uniquement d'une question de rapport de force.

L'ouvrier qui pleure ou qui se contente de protester symboliquement sera chômeur sans le sou. Celui qui relève les manches et qui se bat pourra peut-être imposer des conditions de départs qui ne seront pas catastrophiques. Le tout est de savoir si les prolétaires sont prêts à mettre dans la bagarre l'énergie suffisante pour effrayer les patrons et l'Etat. Il n'y a pas de finesse, c'est la lutte prolétarienne au sens le plus strict du terme.

« Patron, tu veux ma peau. Tu vas peut-être l'avoir mais je vais te la vendre chèrement. »

⁴ Mais toujours est-il qu'une génération d'ouvriers a gardé son emploi.

C'est le seul discours susceptible d'être entendu par les patrons.

Il n'est pas honteux de revendiquer du fric contre le licenciement. L'ouvrier n'a pas d'autre moyen de vivre que d'imposer au patron et à l'Etat de payer, et le plus possible. Donc, pourquoi pas pour le salaire d'une vie le plus élevé possible ? Et dans ce domaine, il y a bien des cas où les travailleurs, par leurs luttes, imposent des conditions de départ très largement supérieures à ce que préparaient les patrons ou l'Etat. Que ce soit par des reclassements acceptables, des mises à la retraite anticipée, des primes de licenciement élevées ou autres. L'ouvrier doit vendre sa peau le plus cher possible et pour cela ne reculer devant rien. La violence fait partie des outils à envisager. Les résignés seront battus de même que ceux qui craignent de se battre.

Il n'est bien sur jamais garanti qu'en se battant on obtiendra des résultats tangibles ou satisfaisants. Rien n'est jamais gagné d'avance. Par contre, ce qui est garanti, c'est que les résignés et les larmoyants seront écrasés, le capital étant sans pitié pour les faibles. Comme nous l'avons écrit dans une lettre⁵, dans le passé, sans remonter très loin, les prolétaires qui ont obtenu le plus ont été ceux qui n'ont pas reculé devant l'affrontement : les sidérurgistes des années 80 ou les travailleurs de Chausson Creil. Des départs en retraite anticipée à 49 ou 50 ans par exemple (comme pour les ouvriers du livre, les sidérurgistes, etc.), ce n'est certes pas le Nirvana, mais pour l'ouvrier concerné ça lui sauve la vie et chacun n'en a qu'une. Obtenir 40 ou 50 000 euros d'indemnités de licenciement, davantage dans certains cas, cela n'empêche certes pas le licenciement ; ça ne sauve pas l'emploi, mais cela permet aux travailleurs concernés d'assurer le quotidien en lui donnant le temps et quelques moyens supplémentaires de se retourner. C'est sa peau qu'il peut ainsi sauver.

Alsthom, 1972

Dans cette perspective, celle pour les prolétaires d'obtenir les moins mauvaises conditions possibles, il y a bien des exemples. Dans l'après 1968, une entreprise moyenne comme Delle-Alsthom, à Saint-Ouen, avait défrayé la chronique en ces temps où les luttes des travailleurs étaient à un haut niveau. En 1972, les patrons ont annoncé que le site D.A. de Saint-Ouen fermait. Il y avait 530 salariés, et à l'époque les indemnités de licenciement étaient symboliques : 1/20^{ème} de mois par année d'ancienneté.

Il y avait dans cette boîte une classe ouvrière jeune et combative. C'était tellement mal payé qu'il n'y avait que soit des jeunes qui changeaient de patron dès qu'ils trouvaient mieux, soit des anciens, le plus souvent embauchés après la guerre qui n'aspiraient qu'à la retraite, le plus tôt possible. A l'époque, c'était 65 ans.

On a déclenché la grève avec occupation pour obtenir du fric. La revendication d'alors paraît aujourd'hui d'une étonnante modestie : on voulait trois mois de salaire pour tous au titre d'indemnités de licenciement. C'est la CFDT qui dirigeait les opérations dans cette usine où le PCF était pourtant hégémonique. Une équipe de militants battants exclus de la CGT en 1967 s'était réfugiée à la CFDT et agissait à quelque variante près comme s'il s'était agi d'un comité ouvrier autonome.

Un tract distribué dans tout Saint-Ouen au début de la bagarre, signé par le secrétaire de la CFDT disait : « ...on ne peut pas être certains qu'on va gagner, parce que l'issue de la lutte est toujours incertaine, mais on va leur faire payer leurs saloperies, etc. » Au moins, c'était clair.

La grève a été totale, bureaux et ateliers occupés.... et victorieuse. A un poil près ça faisait les 3 mois d'indemnités ; et les vieux, pour une des toutes premières fois en France, se voyaient offrir la possibilité de cesser l'activité salariée à 57 ans et demi. Officiellement, la possibilité de retraite à 60 ans venait d'être instituée, et avec 30 mois aux ASSÉDIC (payés à 80 %), ça faisait 57 ans et demi. Il y avait aussi pas mal de reclassements pour les volontaires

5 Voir lettre de Mouvement Communiste n°4, octobre 2002.

(il y avait très peu de chômage à l'époque).

Et pourtant cette boîte faisait parti du trust CGE qui se glorifiait de ne jamais céder face aux grévistes. Mais cette grève est venue exactement en même temps que celle du Joint Français à Saint-Brieuc qui était également filiale de CGE, et qui faisait la une de l'actualité pour avoir résisté à l'intervention des CRS.

Et quand, au bout de 15 jours de grève, de manifestations, d'opérations sabotage (notamment au stand CGE du salon des composants électriques), étant donné que ça ne débouchait pas, un commando de grévistes a pris de force la sonorisation centrale de l'usine pour annoncer que les grévistes de D.A. descendraient l'après-midi même dans les ateliers de l'autre usine Alshtom de Saint-Ouen, la Savoisiennne, où il y avait 1 400 travailleurs, pour déclencher la grève. Les patrons qui savaient que l'on ne plaisantait pas, ont choisi dès le lendemain matin d'avancer des propositions qui ont abouti aux résultats. La fin de la grève avec 80 % des travailleurs présents a été votée à l'unanimité moins une voix et une abstention. L'ambiance et les résultats étaient tels, que les gars disaient : *« s'ils annoncent finalement que ça ne ferme pas, on se remet en grève pour que ça ferme »*

Les patrons ne voulaient plus de cette usine mais la masse des travailleurs ne pouvaient plus la voir en peinture non plus. Et pendant les quelques mois après la grève, la hargne des ouvriers attendant d'être licenciés s'en est donnée à cœur joie. Il fallait déménager le matériel, des tonnes d'archives et de plans qui partaient pour les autres usines du groupe, ils en ont eu pour leur fric. Ça a été déménagé, mais bien irréaliste celui qui dirait que ça a été réutilisé.

Sidérurgie, 1979

Moins loin dans le passé, et d'une ampleur bien plus importante a été la bagarre des sidérurgistes du Nord et de l'Est de la France en 1979. Dans le cadre de la réorganisation générale de la production sidérurgique en Europe, les patrons français ont annoncé la fermeture d'une bonne partie des aciéries, dont là aussi (ce n'est pas nouveau) certains sites de production flambant neufs.

Pendant plusieurs mois, on a eu des manifestations plus ou moins violentes ; lors de la montée à Paris, le 23 mars 1979, les gars avaient déroulé sur la chaussée des dizaines de tonnes de bobines de tôle. A un autre moment le commissariat de Longwy a été attaqué au bulldozer à la suite d'une manifestation où ça avait cogné.

Bien sûr, parallèlement, les syndicats, partis politiques, maires, curés et assimilés faisaient des journées « ville morte », ce qui a fait dire à un gréviste qui passait à la télévision : *« quand est-ce qu'on va remplacer les journées 'ville morte' par des semaines de ville en révolte, et les minutes de silence par des appels à la bagarre ? »*, ça situait bien l'ambiance.

Au bout, les prolétaires de la sidérurgie ont obtenu des indemnités jamais vues, des mises à la retraite à 49 ans etc. Ils n'ont pas empêché la fermeture des sites sidérurgiques, cela ils ne le pouvaient pas et ce n'était pas leur objectif. C'était celui mis en avant par les syndicats, mais ce n'était pas celui des ouvriers.

Chausson, 1995

Plus près de nous encore, un épisode du même genre s'est déroulé quand Renault et Peugeot ont décidé de liquider leur filiale commune, l'usine Chausson de Creil dans l'Oise. Pendant des années, il y a eu des plans sociaux à répétition qui ont fait passer l'effectif de plus de 7 000 travailleurs à moins de 1 500. Et au bout, l'annonce de la fermeture, puis le coup de sang des camarades.

Il y a bien des écrits sur cette fermeture, mettant en relief tel ou tel aspect ; mais celui qui nous intéresse en tant que militants ouvriers, c'est la lutte. La bagarre n'est venue qu'en

toute fin du processus de liquidation, et il a fallu bien du temps pour que les ouvriers finissent par se convaincre qu'il fallait y aller, parce que sinon ils allaient être virés avec des queues de cerise.

Ça a été un mélange de syndicalisme radical et de réactions ouvrières basistes ; avec tous les syndicats, mais aussi avec un comité de grève plus ou moins indépendant, avec des ouvriers qui prenaient des initiatives sans passer par les syndicats. Les camarades ont fait pas mal d'actions : de la prise du plateau du journal télévisé du 20 h sur TF1 à des manifestations souvent agitées dans la région, des entrées en force dans l'usine Renault Flins et le déboulé sur les chaînes (avec des huissiers qui ont bien failli se retrouver à poil), quelques bris de verre au tribunal de commerce à plusieurs reprises etc. On se souvient des jeux de cache-cache avec les CRS lorsque les gars partaient de Creil pour opérations avec les faux rendez-vous, les circuits bidon pour semer les flics, etc.

Bref, les camarades n'ont pas sombré dans les pétitions larmoyantes. Ca, c'était les syndicats (au niveau départemental ou fédéral) villes mortes et compagnie.

Les camarades ne s'en sont pas mal tirés et de toute façon bien mieux que ce qui était prévu au départ pour les liquider. Des travailleurs sont partis en retraites à 50 ans et même à 49 pour certains (en ces temps où il est question de plus de 60 ans) avec des indemnités qui, sans être extraordinaires, étaient bien supérieures à celles des plans sociaux précédents, et pas mal de reclassements dans d'autres usines, Renault entre autres, bien que les lieux géographiques des usines soient un réel problème dans ce cas parce qu'il fallait changer de région.

Il y aurait quantité d'autres exemples à citer, mais pour nous qui sommes des communistes soucieux de l'indépendance des prolétaires vis-à-vis des syndicats et de tous les canaux par lesquels l'Etat veut faire passer la contestation ouvrière, ceux-là sont intéressants parce qu'ils ont, à des niveaux différents, fait apparaître des formes réelles de l'autonomie ouvrière, avec des militants ne cédant pas aux sirènes réformistes.

Parce que là se trouve le piège pour les militants. Quel que soit l'objectif que se fixent les travailleurs lorsqu'ils entrent en lutte l'alternative se pose immédiatement à nous : comité de soutien ou comité ouvrier et comité de grève.

COMITE DE SOUTIEN OU COMITE OUVRIER ET COMITE DE GREVE

Les syndicalistes plus ou moins combatifs (là n'est pas la question) et maintenant quasiment tous les militants qui se disent d'extrême-gauche créent ou s'engouffrent dans les comités de soutien. Intégrés qu'ils sont jusqu'au cou à l'Etat, leur première préoccupation est d'en réunir les différentes composantes : syndicats, partis politiques, députés, maires, conseillers généraux, curés et évêques si possible, pour constituer un comité de soutien en affirmant que c'est pour soutenir la lutte de travailleurs, mais toujours avec comme résultat de la faire passer au second plan.

Unilever 2000-2001

Voilà un autre cas exemplaire. Une entreprise Lever, à Haubourdin près de Lille, qui a connu plusieurs plans de restructuration qui ont ramené les effectifs, en quelques années de plus de 2 000 à 453 salariés. Une entreprise qui appartient au géant de l'agro-alimentaire, Unilever, engagé dans une lutte mondiale contre Nestlé et Danone et qui dans les lessives et produits d'entretien est confronté à Procter & Gamble. Unilever doit restructurer son outil de production et se débarrasser des usines obsolètes comme celle d'Haubourdin. En avril 2000, c'est l'annonce de la fermeture programmée du site pour décembre 2000. La réaction des ouvriers démarre mollement derrière l'intersyndicale CGT-CFDT-FO, et commence par chercher le soutien des professionnels politiques ou syndicaux.

Puis une manifestation à Rotterdam, le 2 mai 2000, pour protester contre les 25 000

licenciements dans le monde entier, annoncés par le groupe, où la police hollandaise matraque sec. A partir de là, la lutte change de nature. Les ouvriers décident d'intervenir dans toutes les manifestations publiques de la région lilloise (Foire de Lille, Inaugurations diverses, etc.) pour se rappeler au bon souvenir des politiciens PS (Aubry, Mauroy, etc.) puis des visites systématiques à toutes les entreprises du coin, d'abord celles qui sont en grève, puis toutes les autres pour expliquer les raisons de la lutte, manifestations au siège français d'Unilever en juin 2000, au siège belge de Waterloo en octobre 2000, etc.

Enfin, au lieu de pleurnicher, comme le feront plus tard les SYNDICALISTES de Danone en appelant au boycott des produits Danone, les ouvriers investissent les supermarchés de la région et distribuent gratuitement les produits Unilever aux clients. Ils pousseront même une pointe à l'hyper marché Auchan de Vélizy, en région parisienne. Pendant la lutte, entre les actions, les travailleurs continuent de travailler mais touchent ainsi leur paye ce qui renforce la cohésion. La participation à la grève ou aux actions est majoritaire et si l'intersyndicale reste en avant, les travailleurs ont le sentiment de diriger leur grève.

Résultat des courses en avril 2001 : les primes de licenciement sont considérablement augmentées (environ 250 000 Francs) et 189 salariés conservent leur emploi, l'usine étant reprise⁶. Même si des revendications comme « *l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices* » ont été mises en avant par les militants politiques, cette lutte a montré que, pourvu qu'on fait preuve d'imagination et de force collective, les ouvriers pouvaient vendre efficacement leur peau.

Danone, 2001

Le plus bel exemple qu'on puisse citer en la matière est ce qui s'est passé à l'usine Lu du groupe Danone de Ris Orangis quand la direction a annoncé qu'elle voulait liquider l'usine. Voici les faits : le projet de fermeture a été dévoilé par le journal *Le Monde* du 11 janvier 2001. Le 12 janvier, dans la matinée, un tract intersyndical⁷ daté du 12 et signé de tous les syndicats de l'usine annonçait :

- une réunion s'est tenue ce matin à 11 heures entre le maire de Ris, monsieur Mandon et les syndicats de l'usine.
- une coordination des maires des communes sur lesquelles se trouvent des usines Lu est créée sur l'initiative de monsieur Mandon et des membres du conseil général. Une première réunion de cette coordination se tiendra dans les bureaux de l'assemblée générale. Le but est de rencontrer le ministre du Travail Il a assuré de son soutien le plus total les salariés de l'entreprise Lu.
- une table ronde va être organisée par le préfet d'Evry dans le courant de la semaine prochaine.
- une réunion des représentants du personnel groupe Europe mercredi 17 janvier.
- une réunion des représentants du personnel au CCE le 18 janvier.

Ainsi, 24 heures après l'annonce du projet de fermeture tout était bouclé ; tous les rendez-vous étaient fixés avec les maires, préfet, ministre, conseillers généraux... Les travailleurs de l'usine (qui dans le cas présent sont essentiellement des travailleuses) n'ont à aucun moment eu leur mot à dire.

Les syndicalistes gauchistes de l'usine avaient fait le choix non pas d'organiser la riposte ouvrière, non pas d'impliquer les travailleurs dans les décisions pour se défendre directement mais de rechercher de l'aide auprès des institutions étatiques. Et tout ce qui s'est passé ensuite autour de Lu Danone, c'est-à-dire pas grand-chose, était prédéterminé par ce

6 En mai 2003, le repreneur ayant fait défaut, les 189 ouvriers se retrouvent sur le carreau et entament, au moment du mouvement contre la réforme des retraites, une lutte désespérée mais encore pugnace.

7 Nous tenons ce tract à disposition.

choix politique de trahison des intérêts ouvriers.

Parce que dans cette affaire, les syndicalistes ont baladé les travailleuses de manifestations en rassemblements, ont fait plein de cinéma devant les médias, ont fait « parler d'eux » comme ils disent, mais à aucun moment ils n'ont eu la volonté de s'appuyer sur la combativité potentielle des ouvriers. Le jour du CCE, au siège Danone, la colère était manifeste chez les ouvrières qui étaient venues en nombre. Les syndicalistes sont allés en réunion pendant des heures avec le patron en laissant tout le monde dans la rue par un froid de canard, sans redescendre la moindre information. Evidemment, petit à petit, les participants au rassemblement se sont évaporés dans les cafés environnants. Et ce choix là était volontaire. C'est une combine utilisée bien des fois par les syndicalistes pour disperser des rassemblements sans le dire afin de ne pas s'appuyer sur la force des travailleurs.

Deux mois plus tard une manifestation a été organisée à Château-Thierry où il y a une autre usine du groupe. Au rassemblement devant la mairie (PS), pas une seule note discordante. Le maire et les guignols en écharpe, avec les délégués des usines reprenant exactement le même discours de résignation avec les gauchistes ne voulant même pas intervenir, laissant la place directement aux appareils étatiques ; tout ce petit monde en appelant à la gauche pour qu'elle fasse une loi contre les licenciements dans les entreprises faisant des bénéfices.

Parce que rappelons-nous la situation :

- Danone, dont le P-DG, Franck Riboud, est une personnalité classée « à gauche ».
- Le gouvernement était de gauche, Jospin.
- Le PCF était dans le gouvernement.
- Le député de Ris Orangis, Mandon, était PS.
- Le conseil général était majoritairement de gauche.
- Etc.

Et tout le petit monde des syndicalistes gauchistes n'a eu de cesse que de désamorcer l'indépendance de classe avant même qu'il y en ait la moindre manifestation.

Au bilan, il n'y a pas eu de lutte des travailleurs à Lu Danone, à part une petite grève à Calais. Et si les travailleuses ne s'en sont pas trop mal tirées au point de vue des reclassements et des indemnités, personne ne peut dire que c'est le résultat de la lutte, il n'y en a pas eu ; mais parce que Danone fait partie de ces boîtes dites sociales qui payent pour avoir la paix. Le P-DG avait déclaré en substance : *« il vaut mieux procéder aux suppressions de sites maintenant que l'entreprise a les moyens d'indemniser les personnels plutôt que d'attendre parce qu'alors ce ne sera peut-être plus possible »*.

EN GUISE DE CONCLUSION

Toute autre a été l'attitude des militants conscients dans les exemples cités plus haut. A Chausson Creil, pendant des mois et des mois avant la fermeture, la masse des travailleurs n'y croyait pas et ne se sentait pas de bagarrer. Dans de cas, la meilleure des politiques militantes ne peut pas grand chose. Puis le temps passant, les travailleurs ont pris conscience qu'il fallait y aller. Pendant tout ce temps, les militants les plus conscients ne se sont pas départis de la perspective de la lutte. Ils n'ont pas marché dans cette trahison des comités de soutien avec les différentes composantes de l'Etat, et quand la lutte est devenue possible ils n'ont pas fait autre chose.

Quant à l'Alstom Delle à l'époque, les trotskistes avaient lancé un comité de soutien à Saint-Ouen avec des lycéens et quelques bricoleurs. Mais les militants ouvriers, qui étaient alors à Lutte Ouvrière, avaient été clairs dès l'annonce de la fermeture, ils n'y ont jamais participé.

Et pourtant, là aussi, les travailleurs dans leur masse ont mis du temps à se convaincre qu'il n'y avait pas d'autre issue que la lutte. Paradoxalement, alors que c'était une usine où les

travailleurs avaient la réputation d'être souvent en grève, quand les patrons ont annoncé que l'usine allait fermer, il a fallu plusieurs mois pour que la grève devienne possible.

Et cette différence fondamentale entre les tenants des comités de soutien et les partisans des comités ouvriers et comités de grève est vieille comme l'opportunisme. Un camarade qui avait vécu la grève de 1947 chez Renault, nous a raconté qu'un jour, déjà à l'époque, alors que le comité de grève dirigeait les opérations dans les deux départements en grève, un trotskiste d'un autre atelier, qui était invité aux réunions du comité de grève, avait proposé de faire ... un comité de soutien. La réponse des camarades avait été claire et nette : « *pas question. Les grévistes eux-mêmes doivent rester maîtres de la conduite de leur grève* ».

Ceci pour dire que cette opposition sur la question entre la politique ouvrière révolutionnaire et l'opportunisme ne date pas d'hier.

Tout est forcément provisoire sur la planète, la situation d'ouvrier salarié comme le reste. Aujourd'hui on a un CDI, demain, peut-être dans trois ou six mois ou dans trois ans, on se retrouvera licencié. Et il en sera toujours ainsi tant que nous n'aurons pas fait la peau au système capitaliste. La peur n'évite pas au travailleur ce danger ! Par contre, elle l'affaiblit en rendant la menace plus redoutable et concrète.. Tout est une question de moral de la classe ouvrière dans sa lutte contre le capital. Même si c'est très pesant, le pire de tout pour les femmes et les hommes de notre classe ce n'est pas la misère, c'est le désespoir. Camarade ouvrier, face aux coups du patronat, ne te résigne pas, bats-toi, c'est ta seule planche de salut.

Bruxelles-Paris, le 26 mars 2005.

Pour toute correspondance écrire, sans autre mention, à : BP 1666, Centre Monnaie 1000, Bruxelles 1, Belgique.
--